

**Convention collective départementale**

**IDCC : 749. – BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS  
(Martinique)  
(28 décembre 1973)**

(Etendue par arrêté du 16 mars 1976,  
*Journal officiel* du 5 mai 1976)

---

**ACCORD DU 30 AVRIL 2013  
RELATIF À LA MISE EN PLACE D'UN TITRE DE TRAVAIL SIMPLIFIÉ BTP**

NOR : ASET1350833M  
IDCC : 749

Entre :

La CAPEB 972 ;

Le CNATP ;

Le SEBTPAM,

D'une part, et

La CGT-FO ;

La CST Martinique ;

La CGT Martinique ;

La FTC CGT-FS Martinique,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le secteur du BTP est frappé, en Martinique, depuis près de 5 ans, par une crise sans précédent qui a entraîné un recul de 30 % de l'activité, des centaines de licenciements et de liquidations d'entreprises.

Face à cette situation, les partenaires sociaux de la profession ont mené des actions communes visant à obtenir des autorités l'adoption de mesures concertées pour une relance de l'activité. Dans le cours de ces démarches, ils ont également souligné, devant les représentants de l'Etat et des collectivités territoriales, l'impérieuse nécessité d'une meilleure régulation du marché de la construction et, notamment, d'une lutte déterminée contre le travail illégal et toutes les pratiques visant à contourner le cadre légal et conventionnel de l'activité salariée dans le BTP ou à fausser la concurrence entre les entreprises.

Ils considèrent que la mise en place d'un titre de travail simplifié, spécifique au BTP et à la gestion duquel la profession serait associée par l'intermédiaire de sa caisse de congés payés, constituerait, à la fois, un moyen efficace de prévention du travail illégal et un outil de simplification administrative au bénéfice des petites entreprises en même temps qu'un indiscutable soutien à l'emploi.

En conséquence, les parties arrêtent ce qui suit :

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Dans le cadre de la convention n° 12-DDSJ-001 du 17 décembre 2012, passée entre le conseil régional de Martinique et le SEBTPAM pour l'accompagnement des organisations professionnelles et syndicales dans l'organisation d'une table ronde pour la régulation et la relance de l'activité du BTP en Martinique, un volet sera consacré à la mise en place d'un titre de travail simplifié spécifique au BTP.

#### **Article 2**

Les signataires demandent au conseil régional et à l'Etat de pourvoir au financement des études préalables ou expérimentations nécessaires à ce projet et d'en soutenir la réalisation sur le terrain législatif et réglementaire.

Fait à Fort-de-France, le 30 avril 2013.

(Suivent les signatures.)